

Communiqué de presse

Paris, le 2 novembre 2021

**100 euros, ça ne règle rien !**  
**Ce qu'il faut : une autre répartition des richesses et des services publics !**  
***Dans l'immédiat, il faut augmenter les salaires, les pensions !***

Le 21 octobre 2021, Jean Castex, le Premier ministre, a annoncé plusieurs mesures censées répondre aux problèmes résultant de la hausse des prix, en particulier ceux de l'énergie, des carburants, du gaz et de l'électricité. Une « indemnité inflation » de 100 euros serait versée aux personnes dont le revenu mensuel net est inférieur à 2000 euros par mois (ça devrait faire environ 38 millions de personnes). Par ailleurs, le blocage des prix du gaz et de l'électricité se poursuivra jusqu'à fin 2022. Ces annonces sont dans la continuité de celles faites fin septembre du versement d'un « chèque énergie » de 100 euros à 5,8 millions de familles ainsi que le blocage du prix du gaz et la limitation à 4 % de la hausse du prix de l'électricité jusqu'au mois d'avril 2022.

Cette « indemnité inflation » devrait être versée de façon automatique aux actifs, aux chômeurs en recherche active d'emploi et aux retraité·es. Cette aide sera versée fin décembre pour les salariés, fin janvier 2022 pour la fonction publique, et « un peu plus tard » pour les retraité·es. La facture totale de cette mesure s'élèvera à 3,8 milliards d'euros. Un milliard d'euros sera financé par les recettes supplémentaires de TVA liées à la hausse des prix du carburant. Le reste sera tiré du budget général de l'État ; il faudra donc faire « des économies » ailleurs pour ne pas augmenter le déficit public.

Les journaux nous ont largement fait état des « hésitations » du gouvernement : une baisse des taxes sur les carburants aurait été trop coûteuse, elle aurait concerné tout le monde, dont les « riches » ; et un « chèque carburant », dans la suite du « chèque énergie », aurait été malvenu, donnant l'impression que le gouvernement subventionne la consommation d'énergies polluantes. Aucune mesure ne concerne les entreprises qui ont reçu beaucoup d'argent de l'État ces dernières années, voire qui ont fait des profits records en pleine crise sanitaire.

Les journaux nous ont également dit que le gouvernement espérait, ainsi, stopper « la grogne des Français », grogne qui monte face à l'augmentation des prix et à la baisse du pouvoir d'achat.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité·es et Retraité·es Solidaires (UNIRS) peut déjà affirmer que ceci n'arrête en rien les revendications des personnes retraitées. Depuis 2014, elles ont, en moyenne, perdu entre 10 % et 12 % de leur pouvoir d'achat annuel, c'est-à-dire que c'est comme si, sur l'année 2021, au lieu de percevoir leur pension pendant douze mois, elles ne percevaient rien sur le douzième mois : une perte de pouvoir d'achat d'environ un mois de revenu ! C'est la conséquence, principalement, de l'indexation théorique des pensions, non plus sur l'évolution des salaires, mais sur la mesure officielle de l'inflation, du gel quasi constant des pensions depuis 2014, et de l'augmentation très forte de la CSG avec Macron à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Nous ne demandons pas une seule et unique « prime inflation de 100 euros », par ailleurs limitée aux pensions inférieures à 2 000 euros. Nous demandons le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 2014 et l'indexation effective, chaque année, de toutes les pensions sur l'évolution moyenne des salaires.

Et nous pensons à nos enfants, qui, trop souvent, sont au boulot avec des conditions de travail difficiles, des charges de travail importantes et des salaires insuffisants. Et à nos petits-enfants, étudiants dans la galère, qui commencent dans la vie en empruntant à la banque pour payer leurs études, ou qui font déjà la queue aux

Restos du Cœur. Une société riche comme la France, qui peut se payer le luxe d'avoir sur son territoire un certain nombre des personnes les plus riches de la planète, celles qui, dans la « moyenne », laissent croire que le revenu moyen des habitant.es a augmenté, alors que c'est surtout celui des très riches et des riches qui a continué d'exploser, une telle société ne peut continuer de vivre ainsi, avec un tel affichage des inégalités.

Nous ne « pinaillerons » pas sur cette « prime », qu'elle devrait être un peu augmentée, que le « seuil » devrait être un peu relevé, qu'il y aura « des trous dans la raquette », que des personnes qui devraient être aidées n'auront rien, et que d'autres, par exemple qui fraudent dans leur déclaration de revenus, vont la percevoir par un « effet d'aubaine ».

Notre exigence, c'est la fin de la déréglementation qui a multiplié par deux le prix du gaz en 20 ans, la fin du tarif de l'électricité qui dépend du prix de gros européen, déterminé par le coût de production le plus élevé de toutes les centrales sur le réseau interconnecté européen ... souvent une centrale à gaz qui suit le prix volatile du gaz. Nous exigeons le retour à des prix qui évoluent lentement comme les coûts de production du système électrique. Le mécanisme de marché est inadapté au secteur électrique comme dans d'autres. Un service public de l'énergie s'impose.

Notre exigence, c'est une autre répartition des richesses qui, il faut le rappeler, sont toutes produites, quelque part, par le travail des hommes et des femmes. Quand des financiers font « travailler leur argent », ce sont, derrière, des hommes, des femmes, des enfants, qui fatiguent, usent leur corps et écourtent leur vie dans des mines, sur des champs, dans des ateliers et des usines, etc.

Il faut réduire fortement la rémunération du capital dans chaque entreprise, et augmenter la masse salariale. Il faut taxer réellement le capital et les revenus du capital. Il faut rendre impossibles les paradis fiscaux et les territoires offshore. Nous ne pouvons écouter les dirigeants des pays riches nous parler de justice sociale quand ils continuent d'organiser concrètement le cadre juridique qui permet aux plus riches d'échapper à l'imposition par la localisation de leur patrimoine et de leurs multiples revenus dans des endroits favorables. C'est bien la totale liberté de circulation des capitaux, sans limites ni contrôles, qu'il faut mettre en cause, tout comme le principe dominant de la « concurrence libre et non faussée », et ceci même en matière fiscale !

Il faut arrêter l'organisation délibérée du déficit de la sécurité sociale, par exemple par le financement des surprofits des grands trusts pharmaceutiques autorisés à commercialiser les résultats de la recherche publique et laissés libres de fixer unilatéralement le prix de leurs médicaments mis sur le marché. Là comme ailleurs, les conflits d'intérêts et la corruption sont une donnée courante, et c'est la sécurité sociale qui paye, et les assurés sociaux qui trinquent car les prises en charge sanitaires globales en seront réduites d'autant. Il faut arrêter la multiplication des exonérations de cotisations sociales sans contreparties en matière d'emplois, etc.

Il faut arrêter la construction du déficit du budget de l'État, par exemple par la suppression de l'ISF, la baisse de la progressivité des impôts, et particulièrement par le plafonnement de la taxation des dividendes. Il faut cesser la multiplication des aides fiscales aux entreprises au prétexte d'investissements, lesquels ne sont en rien une garantie d'emplois nouveaux.

Et surtout, il faut cesser de permettre aux plus riches d'échapper aux impôts en leur facilitant l'évasion fiscale et en étant particulièrement laxiste à l'égard de la grande fraude internationale. Chaque année, ce sont entre 100 et 150 milliards d'euros qui manquent au budget de l'État par cette seule fraude, et les exemples sont nombreux d'hommes politiques, voire de ministres des Finances, liés à des paradis fiscaux.

Il ne s'agit pas de « donner un chèque à la consommation d'énergie fossile ». Il s'agit de financer des services publics et des infrastructures permettant d'être collectivement économes en énergie.

Il s'agit de mettre en place une autre mondialisation, où le pouvoir d'achat des « pays riches » ne dépendrait pas de la surexploitation des mains d'œuvre des pays pauvres, avec des chômeuses et des chômeurs d'un côté, des travailleuses et des travailleurs harassés de l'autre, et des avions et des containers entre les deux, qui polluent et qui coûtent.

**C'est un peu tout ça que porteront les retraitées et les retraités de l'UNIRS le 2 décembre 2021, quand ils et elles participeront à la manifestation nationale organisée à Paris par les neuf organisations de retraité.es (CGT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, UNRPA Ensemble & Solidaires).**